



ABONNEZ-VOUS

Vol.56, N°62

2 octobre 2024

1,50 \$

N° de convention 40012374

La Voix  
du Nord

# LE VOYAGEUR



DANS NOS ÉCOLES



L'ÉCOLE ST-ÉTIENNE EN VERT ET BLANC

**12**



LA CULTURE FRANCO-ONTARIENNE À L'ÉC LOUIS-RHÉAUME

**13**

**2 à 7**

## 25 SEPTEMBRE : FIERTÉ ET RÉSILIENCE À TRAVERS LE NORD



UNE EXPÉRIENCE ENRICHISSANTE À L'ÉSC ALLIANCE

**13**





Marche sur la rue Main à Geraldton. Photos : Courtoisie

## GREENSTONE

## La riposte en vert et blanc de la communauté francophone!

MEHDI MEHENNI

Entre une marche à Geraldton, une cérémonie à l'École secondaire Château-Jeunesse de Longlac et des drapeaux accrochés devant les maisons, la communauté francophone de Greenstone a célébré le 25 septembre, Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes, à sa façon. La cérémonie de lever du drapeau franco-ontarien, organisée par la municipalité, a été ignorée par la communauté.

Sylvie Payeur, vice-présidente au Conseil scolaire de district catholique des Aurores Boréales, pour les régions de Longlac et Rural Est, affirme que la population francophone de Greenstone a envoyé un message de protestation à l'administration locale.

Selon elle, le Club canadien-français de Geraldton a refusé l'invitation de la municipalité pour la cérémonie officielle de lever du drapeau.

«On ne se sent pas respectés. Malgré les demandes, les pétitions et les députations qu'on a faites, la municipalité n'a pas changé d'avis», regrette-t-elle.

En réponse à la décision de la municipalité de Greenstone de ne pas revenir sur sa résolution du 11 février 2014, portant retrait du statut permanent du drapeau franco-ontarien, l'Association des Francophones du Nord-Ouest de l'Ontario (AFNOO) avait lancé

une campagne de financement de drapeaux à travers l'Ontario.

C'est ainsi que des drapeaux et des motifs pour les plaques d'immatriculation de voitures ont été acheminés et ensuite distribués aux membres de la communauté pour couvrir la ville de vert et blanc.

La réponse est claire, aux yeux de Mélanie Nadon, enseignante et conseillère en orientation à l'École secondaire Château-Jeunesse de Longlac : «Puisque la municipalité a refusé de hisser le drapeau de façon permanente, nous avons décidé de faire autre chose».

### L'arroseeur arrosé!

Sur sa page Facebook, le Club canadien-français de Geraldton avait lancé un appel : «Le 25 sep-



Mélanie Nadon fait partie des gens de la communauté qui ont fièrement accroché le drapeau devant leurs maisons



Le drapeau de Léa Clinchamp se trouvera en permanence dans le champ visuel du directeur général de la municipalité.

tembre, n'oubliez pas de mettre votre drapeau franco-ontarien dans votre fenêtre et/ou les pancartes devant votre maison».

Mélanie Nadon fait partie des gens de la communauté qui ont fièrement accroché le drapeau devant leurs maisons. «Il y restera le long de l'année», lance-t-elle.

Mais ce n'est pas tout, puisqu'une amie à elle, Léa Clinchamp, a décidé de pousser le bouchon plus loin.

Selon Mélanie Nadon, la maison de Léa Clinchamp se trouve à proximité de la demeure du directeur général de la municipalité, Mark Wright, le responsable à l'origine de la résolution adop-

tée par le conseil municipal en février dernier, actant la décision de faire flotter le drapeau franco-ontarien sur une base occasionnelle, le temps de cinq jours par an.

Léa Clinchamp a carrément installé un mât dans son jardin pour faire flotter le drapeau franco-ontarien durant toute l'année.

Mélanie Nadon soutient, d'un ton taquin, que de la sorte, le directeur général de la municipalité aura en permanence le drapeau franco-ontarien dans son champ visuel.

Pour Sylvie Payeur et Mélanie Nadon, la réponse de la communauté, le mercredi 25 septembre, était à la hauteur des attentes.

“At Kivi Park I felt like somebody is looking out for us. I don't feel like a senior. I feel like a teenager again.”

– Joanne, beneficiary of Kivi Park

# Caring lives here

Learn how Hydro One is creating a lasting impact on local communities across Ontario at [HydroOne.com/EnergizingLife](https://HydroOne.com/EnergizingLife).





Sault-Ste-Marie



North Bay



Red Lake



Témiskaming.



Thunder Bay la chorale



Nipissing Ouest

**NORD ONTARIEN**

# Plusieurs célébrations marquantes de la Journée des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes

**ÉRIC BOUTILIER** Les francophones de plusieurs collectivités nord-ontariennes se sont rassemblés dans des espaces publics le mercredi 25 septembre pour célébrer la Journée des des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes.

Le Rayon Franco de Cochrane a organisé un lever de drapeau devant la bibliothèque municipale. Des élèves francophones et dignitaires étaient parmi ceux qui ont participé aux célébrations.

La Municipalité de Moonbeam a présenté son projet «La culture francophone de Moonbeam d'hier, aujourd'hui et demain» au Dôme de la Baie Ouellette. Le commissaire aux services en français, Carl Bouchard, les artistes Dayv Poulin et Chuck Labelle, et des jeunes de plusieurs écoles de Kapuskasing à Smooth Rock Falls ont eu l'occasion de prendre part aux diverses activités de la journée.

Les Compagnons des francs loisirs ont organisé des levers de drapeau à East Ferris, Mattawa,

Nipissing Ouest et North Bay. Le groupe Les Rats d'Swompe a également fait des spectacles au Centre Capitol et à la Salle Marcel Noël.

Le drapeau franco-ontarien a été hissé avec fierté devant l'hôtel de ville de Sault-Ste-Marie. Le maire Matthew Shoemaker a prononcé un discours portant sur l'importance de la francophonie dans la ville d'acier.

L'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) du Témiskaming a présenté son 9<sup>e</sup> tournoi annuel de golf de la Francophonie du Témiskaming. Les artistes-interprètes Daniel Allaire et Marie Léveillé ont chanté les chansons Mon beau drapeau et Notre place.

L'Association des francophones du Nord-Ouest de l'Ontario (AFNOO) a organisé une célébration et un lever de drapeaux devant l'hôtel de ville de Thunder Bay.

À l'Université Laurentienne, à Sudbury, l'Association des étudiants francophones (AEF) a organisé un événement grandiose pour le lever du drapeau franco-ontarien. C'était un moment de grande fierté.



Université Laurentienne. Photos : Courtoisie



Cochrane



Moonbeam



## ÉDITORIAL

### Une histoire de résilience



DONALD DENNIE

Créé en 1975 par un professeur et un étudiant de l'Université Laurentienne, soit Gaëtan Gervais et Michel Dupuis, et levé pour la première fois à l'Université de Sudbury en cette même année, le drapeau vert et blanc a été témoin, depuis près de 50 ans, de plusieurs développements qui ont marqué la société franco-ontarienne et ce grâce à la ténacité et la résilience de milliers de Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens à travers la province.

Mentionnons, entre autres, la création des tribunaux de langue française à travers l'Ontario, la Loi sur les services en français adoptée par l'Assemblée législative en 1988, laquelle a contribué à l'établissement de nombreux centres de santé communautaire, la création de conseils scolaires de langue française aux niveaux primaire et secondaire, la victoire, à la fin des années 1990, de l'hôpital Montfort d'Ottawa face à la décision du gouvernement conservateur de l'époque de le fermer, enfin l'établissement de l'Université de l'Ontario français.

Cette résilience, la communauté franco-ontarienne de Greenstone, dans le Nord-Ouest de la province, en a encore fait preuve à sa façon cette année. On se souviendra que le conseil municipal a décidé de ne plus garder en permanence le drapeau franco-ontarien voisin de ses bureaux. Face au refus par le conseil de rétablir le drapeau identitaire, les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens de l'endroit ont opté de placer devant et sur leurs domiciles des drapeaux verts et blancs. Ils et elles ont aussi refusé, le 25 septembre, de participer au lever du drapeau de façon temporaire, une cérémonie organisée par le conseil municipal.

Arboré en permanence par plusieurs conseils municipaux de la province, par les écoles primaires et secondaires ainsi que par les universités bilingues et unilingues de l'Ontario, le drapeau fait de plus en plus la fierté des francophones de l'Ontario. Les textes et les photos publiés dans cette édition du Voyageur démontrent bien que le drapeau a été fièrement levé dans plusieurs municipalités du Nord-Est de la province le mercredi 25 septembre, que ce soit à Cochrane, à Moonbeam, à East Ferris, Mattawa, Nipissing Ouest, North Bay, dans le Témiscaming, à Thunder Bay et même à Sault Ste-Marie où le conseil avait jadis refusé de le reconnaître.

Il serait fort apprécié, et surtout approprié, que le gouvernement ontarien reconnaisse, en 2025, année du cinquantenaire du drapeau, l'Université de Sudbury comme institution unilingue française en lui octroyant un financement adéquat qui lui permette de lancer son projet d'université par et pour les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens. Le drapeau vert et blanc serait ainsi témoin d'un autre développement attendu, non seulement depuis 2021 lorsque l'Université de Sudbury s'est déclarée unilingue française, mais depuis de nombreuses années.

## LE VOYAGEUR journal

Ce journal est conforme à l'orthographe rectifiée.

Les opinions exprimés dans le Courrier des Lecteurs n'engagent que l'auteur de la lettre.

336, rue Pine, bureau 302  
Sudbury (Ontario)  
P3C 1X8

Téléphone : 705-673-3377  
Sans frais : 1-866-926-3997  
Courriel : levoyageur@levoyageur.ca

### Propriétaire

Paul Lefebvre

### Équipe de direction

Guy Rouleau, poste 6203  
administration@levoyageur.ca

Maroua El Hachimy  
marketing@levoyageur.ca

Mehdi Mehenni, poste 6209  
levoyageur@levoyageur.ca

### Marketing et ventes

Maroua El Hachimy

### Administration, distribution

Guy Rouleau

### Rédacteur en chef

Mehdi Mehenni

### Journalistes

Éric Boutillier

(Nipissing)

### Pigistes

Marc Dumont

Diane Labelle

Andréanne Joly

Philippe Mathieu

Venant

Nshimyumurwa

Rose-Lyne

D'Aoust Messier

Francine Gaudette

Aurore Mbonimpa

Nicholas Ntaganda

Ines Bouguerra

Donald Dennie

### Correspondants.es

Initiative de

journalisme local

Francopresse

### Éditorialistes

Donald Dennie

Réjean Grenier

Mehdi Mehenni

### Maquettiste, graphiste

Andoni

Aldasoro Rojas

### Caricaturistes

Bado

Jacques-André

Blouin

### Mission

Le Voyageur est le reflet de la francophonie nord-ontarienne contemporaine, diversifiée et en constante évolution. Il partage ses luttes et ses espoirs dans les voix qui s'y expriment et par son accessibilité.

On appelait «voyageurs» les gens qui faisaient le trafic des fourrures entre Montréal et Fort William, aujourd'hui Thunder Bay. Pour se rendre à Fort William, les voyageurs devaient passer par la rivière des Français et les lacs Huron et Supérieur. Certains se rendaient aussi au poste Brunswick House, au sud de Kapuskasing, ou empruntaient la rivière Missinaibi pour se rendre jusqu'à la baie James. Ces voyageurs transportaient vivres et fourrures, mais acheminaient aussi des messages et les nouvelles qu'ils glanaient le long de leur parcours. Le journal Le Voyageur est fier de perpétuer cette tradition.

### HEURES D'OUVERTURE

9 h à 16 h du lundi au vendredi

réseau presse

médias professionnels de l'Info locale

FIER MEMBRE

ligne agates marketing

Fondation Donabien

FREMONT

Canada

Le Voyageur reconnaît l'appui du Fonds d'appui stratégique aux médias communautaires offert conjointement par le Consortium des médias communautaires de langues officielles et le Gouvernement du Canada pour le projet de consultation de son lectorat.

• Les lettres à la rédaction seront publiées si l'auteur est identifié.

• L'heure de tombée pour les annonces est le jeudi à 14 h.

• Représentation nationale :

ligne agates marketing 1-866-411-7486

• Nos annonceurs ont jusqu'au lundi à midi pour corriger une publicité.

• La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

• Toute personne qui envoie une lettre ou une photo pour être publiée dans le journal assigne implicitement et sans appel ses droits d'auteur aux Publications Voyageur Inc.

Le Voyageur, propriété de Publications Voyageur inc. Imprimé par Journal Printing, 309, rue Douglas, Sudbury.

Distribution : 2 835 + 16 500 copies électroniques • Les idées exprimées dans Le Voyageur ne sont pas nécessairement celles de la direction.

Le Voyageur est un hebdomadaire. Courrier 2<sup>e</sup> classe, Envoi de Poste-publications – Numéro de convention 40012374

• MEMBRE : Association de la presse francophone

• Canadian Community Newspaper Association. Le but de notre journal est de promouvoir la langue française.

• Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

### Abonnements (inclus le journal et les cahiers spéciaux)

1 an = 60 \$ - 2 ans = 100 \$ - 3 ans = 135 \$ • Aînés et étudiants : 1 an = 50 \$ - 2 ans = 80 \$ - 3 ans = 105 \$ • À l'étranger : 1 an = 125 \$

• Multiple : 5-20 abonnements = 40 \$ par année - 21-500 = 30 \$ par année • Institutionnel : Plus de 500 abonnements = 20 \$ chacun par année



Le recteur et vice-chancelier de l'UdeS, Serge Miville, annonçant les 11 nouveaux programmes. À droite, l'élève de l'École secondaire Horizon de Val Caron, qui a sonné la cloche. Photos : Mehdi Mehenni

## GRAND SUDBURY

# UdeS : 11 programmes additionnels, des bourses et une nouvelle identité visuelle

INES BOUGUERRA | IUL - RÉSEAU.PRESSE LE VOYAGEUR

L'Université de Sudbury (UdeS) a profité de la cérémonie du 49<sup>e</sup> lever du drapeau franco-ontarien, le 25 septembre 2024, pour le lancement de la période d'inscription pour l'année universitaire 2025-2026, mais aussi l'annonce de 11 programmes en sciences qui viendront s'ajouter aux 23 programmes dévoilés le 18 juin 2024. De nouvelles bourses, une nouvelle identité visuelle et un slogan étaient également à l'ordre du jour.

C'est le recteur et vice-chancelier de l'UdeS, Serge Miville, qui a annoncé la série de mises à jour concernant l'ouverture des portes de l'université à sa première cohorte en septembre 2025.

«On est fiers d'annoncer aujourd'hui l'ajout de 11 nouveaux programmes, options de programmes et certificats à la gamme

déjà annoncée en juin», a-t-il lancé sous les applaudissements d'une foule qui ne s'est pas laissé décourager par la pluie battante de ce mercredi matin, les chapiteaux érigés à l'occasion, au pied du bâtiment universitaire, s'étant avérés trop restreint pour la contenir.

Le programme en sciences comporte : un baccalauréat ès

sciences (B.Sc.) spécialisé en science de la vie, un baccalauréat ès sciences (B.Sc.) avec majeure en sciences de la vie, un baccalauréat ès sciences (B.Sc.) avec double mineure, une mineure en leadership, une mineure en sciences générales, une mineure en chimie, une mineure en biologie et une mineure en biochimie.

Selon le recteur de l'UdeS, l'ajout de programmes en sciences permet «aux étudiantes et étudiants d'avoir accès à un programme interdisciplinaire qui leur permet de suivre des cours en chimie, en biologie, en biochimie, en pharmacologie, mathématique et physique».

Le programme ès sciences prépare, également, à une multitude de carrières. Il a pour cible «ceux qui cherchent à se lancer en médecine, qui cherchent à se lancer dans une carrière dans les sciences et en recherche et ceux qui cherchent à devenir enseignants et se spécialiser dans l'enseignement des matières de sciences», explique Serge Miville.

### Des partenariats pour les laboratoires

Il reste évident que ce programme requiert une structure, autrement dit des laboratoires et des équipements sophistiqués. Le recteur en semble conscient et dit avoir développé des partenariats stratégiques pour y avoir accès. En



Le 49<sup>e</sup> lever du drapeau, au pied du bâtiment de l'UdeS.

vanche, aucun détail n'a été fourni en ce qui a trait aux partenaires potentiels.

Avec cette annonce, les futurs étudiants de l'UdeS auront le choix entre quatre programmes, soit en administration et sciences commerciales, en sciences de la santé, en sciences humaines et sciences sociales et en sciences.

Joanne Gervais, directrice générale (DG) de l'ACFO du grand Sudbury, a manifesté sa joie, en prenant à son tour la parole : «Finalement, l'an prochain, les jeunes francophones du nord de l'Ontario auront une institution par et pour, ici même dans le Nord».

Mais cette nouvelle ne semble pas pour autant mettre terme aux revendications d'une université au moyen-nord par et pour les francophones. Mme Gervais a dénoncé le fait que 50 ans après, le gouvernement refuse de financer ce projet d'université. «Le gouvernement de l'Ontario refuse de financer une Université de langue française au moyen-nord par, pour et avec les francophones. Ça ne devrait pas nous surprendre! Ça fait maintenant plus de 50 ans qu'on la revendique. On attend toujours», a-t-elle clamé.

### De nouvelles bourses pour aider à la réussite

«Ici, on réussit» est désormais le slogan de l'UdeS. Il ne s'agit pas d'un simple slogan, mais d'un engagement de l'établissement envers ses futurs étudiants. «C'est une question d'être par et pour les étudiantes et les étudiants du nord et puis de s'assurer de leur succès. C'est pour cela qu'on s'engage dans cette direction-là. On cherche à vaincre les obstacles financiers et d'apporter le soutien nécessaire pour nos étudiantes et nos étudiants», explique Serge Miville.

Le recteur s'engage à faire de l'UdeS «l'université la plus accessible au pays». Ainsi, l'UdeS propose quatre différentes bourses aux étudiants, soit une bourse d'admission automatique de 12000 \$, à raison de 3000 \$/an, trois bourses dites «Esprit d'équipe» d'une valeur de 3000 \$ accordés aux futurs étudiants nommés et recommandés par le personnel des écoles secondaires francophones et d'immersion du Nord, une bourse nommée «Nouvellement sudburois» aux 50 premiers étudiants qui s'inscrivent à la résidence de l'UdeS et une bourse de 3000 \$ accordée aux

étudiant-e-s autochtones.

«Ces bourses sont cumulatives : 17000 \$ pour l'année sur quatre ans, dont 8000 \$ pour l'année 2025-2026. À cela s'ajoutent bien évidemment les bourses internes de l'Université de Sudbury dont celle du programme de Leadership Normand Forest», résume M. Miville.

### Une identité visuelle transtemporelle

La célébration du jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes était aussi l'occasion pour UdeS de dévoiler sa nouvelle identité visuelle. Celle-ci est ancrée dans l'histoire de la francophonie ontarienne : «l'élément central de cette nouvelle identité visuelle est le plus ancien artefact postsecondaire du nord de l'Ontario, un témoignage de notre résilience. Cette cloche a été créée en 1913 à partir d'une levée collective de notre communauté, à l'époque où le règlement interdisait l'enseignement et l'utilisation du français dans nos écoles ontariennes», décrit le recteur de l'UdeS.

Sur la cloche, nous retrouvons la fleur de lys pour «représenter l'histoire du fait français de notre collectivité», mais aussi «comme la marque universelle de l'existence d'un Ontario français», ajoute-t-il.

Ce sont des élèves franco-ontariens qui «ont choisi cette cloche comme marque identitaire de leur université». Ces jeunes ont également «choisi notre slogan : Ici, on réussit», précise M. Miville. L'UdeS a ainsi accordé le privilège à une élève de l'École secondaire Horizon de Val Caron, habillée en vert et blanc, de sonner la cloche.

L'institution centenaire se redéfinit grâce à «un effort collectif», engageant le personnel, le conseil de gouvernance et surtout les élèves du secondaire de partout en province. «Ils ont tous mis des siens pour que leur établissement soit l'image du rêve que tient cette collectivité depuis plus d'un siècle, à savoir d'établir une université de langue française selon le principe du par et pour, ici dans le Nord».

La nouvelle identité de l'UdeS incarne l'histoire de l'institution, mais aussi son évolution en vue de l'épanouissement de la collectivité francophone du nord de l'Ontario. «Elle représente la permanence du lieu et la résilience de notre société», conclut, fièrement, M. Miville.



Joanne Gervais, directrice générale (DG) de l'ACFO du grand Sudbury.



Photos : Courtoisie

## VALLÉE EST

## Une nouvelle école francophone pour rassembler

**FRANCINE GAUDETTE** Une nouvelle école primaire est en pleine construction à Vallée Est. Elle va desservir les élèves des trois écoles de la région, en incluant la communauté de Capreol. Elle se situera sur la route municipale 80. L'ouverture officielle est prévue pour septembre 2025.

Le Conseil scolaire catholique Nouvelon a souligné la Journée des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes en grand le 25 septembre dernier. Un rassemblement se passa à l'École St-Joseph à Val Thérèse. Le tout débuta avec l'hymne nationale chantée par la chorale formée des élèves des écoles Ste-Thérèse, (Val Thérèse) Notre-Dame (Hanmer)

et St-Joseph (Hanmer).

Stéphanie Leblanc, directrice de l'école Ste-Thérèse, fut l'animatrice. Cathy Arcand, directrice de l'école Notre-Dame, ainsi que Sylvie Bazinet, directrice de l'école St-Joseph, se présentèrent pour montrer leur appui pour ce nouveau projet.

Mme Frances Gélinas souhaita une bonne journée des Franco-On-

tariens et des Franco-Ontariennes, en accentuant la fierté que la communauté ressent de voir une autre école française érigée dans la communauté. C'est seulement depuis 1998 que les francophones ont obtenu la gouvernance complète et exclusive de presque toutes les écoles de langue française en Ontario. Il existe maintenant des écoles françaises dans plus de 33 petites communautés.

D'autres dignitaires ont répondu présents à l'événement, à l'exemple de Mike Parent, conseiller pour le quartier 5, Suzanne Salituri, représentante de Marc Serre, député du Nickel Belt, Patrick Thibert, président du comité des parents pour les trois écoles ainsi que le Père Giroux de la Paroisse D Youville. Ce dernier donna la bénédiction pour la nouvelle école et annonça comment il était fier de voir la construction à tous les matins, alors que la nouvelle école se situera juste en face de son église.

Paul Henry, directeur de l'éducation, a fait savoir au Voyageur que les trois écoles existantes auraient besoin de réparations très coûteuses pour assurer la sécurité et satisfaire les besoins des élèves et du personnel. Raison pour laquelle il a été décidé de plutôt construire une nouvelle école.

Une subvention du gouvernement fédéral, par l'entremise de Patrimoine Canada, a été accordée au CSC Nouvelon pour aider à la réalisation du projet.

La construction se veut un projet éco-vert qui permettra d'économiser sur les coûts de l'énergie utilisée par la nouvelle école. Le Conseil scolaire Nouvelon a aussi établi un partenariat avec une garderie qui sécurisera 80 places pour les élèves de cette école. Il y aura deux étages et beaucoup d'espaces verts à l'extérieur, ainsi qu'un beau terrain de jeux.

Le nom de la nouvelle école n'a pas encore été choisi.



# Informations municipales

C. P. 5000 SUCC. A  
200, RUE BRADY  
SUDBURY ON P3A 5P3

311 Service À votre service  
www.grandsudbury.ca



Nous affichons les soumissions, les offres, les propositions et les ventes dans le site Web de la Ville au [www.grandsudbury.ca](http://www.grandsudbury.ca).

### AVIS DE DEMANDES D'AUTORISATION VILLE DU GRAND SUDBURY

Veuillez noter que l'on a présenté les demandes suivantes concernant les demandes d'autorisation aux termes de l'article 53 de la Loi sur l'aménagement du territoire, L.R.O. 1990, chap. P.13, telle qu'elle est modifiée.

#### Avis publics

**Demande :** B0078/2024

**Description foncière :** NIP 73589-0860 et 73589-0862, partie du lot 24, plan M-145, parties 3-7 et 10-13, plan 53R-21641, partie du lot 7, concession 2, canton de McKim, 1253, chemin Martindale, Sudbury

**Objet de la demande :** Morceler un lot et en créer un nouveau sur la portion nord-ouest de la propriété visée, la superficie de lot étant ainsi d'environ 3 070 m<sup>2</sup>.

Les observations écrites concernant l'une ou l'autre de ces demandes doivent être reçues d'ici au plus tard le **vendredi 11 octobre 2024 pour examen.**

Les commentaires présentés sur la question, y compris le nom et l'adresse de l'auteur, seront connus du public. La population peut les consulter et ils peuvent être publiés dans la décision de la responsable des demandes d'autorisation. En transmettant des renseignements, y compris de façon imprimée ou électronique, vous indiquez que vous avez obtenu le consentement des personnes dont les renseignements personnels figurent dans les informations à divulguer au public.

On fera uniquement parvenir une copie des décisions aux personnes qui demandent par écrit un avis de décision à la responsable des demandes d'autorisation.

Responsable des demandes d'autorisation  
Ville du Grand Sudbury  
C.P. 5000, succursale A, 200, rue Brady,  
Sudbury (Ontario) P3A 5P3  
Courriel : [coa\\_mv@greatersudbury.ca](mailto:coa_mv@greatersudbury.ca)  
Tél : 705-674-4455, poste 4376 ou 4346  
Fax : 705-673-2200

**Note :** Si une personne ou un organisme public faisant appel d'une décision de la responsable des demandes d'autorisation par rapport à la demande proposée ne lui fait pas parvenir d'observations écrites avant que soit accordée une autorisation provisoire, Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire peut rejeter l'appel.



Elia Eliev, DG de la Fondation Baxter & Alma Ricard. Photos : Venant Nshimyumurwa



Connor Lafortune, récipiendaire de la bourse de la Fondation.



Guy Desmarais, président du CA de la Fondation avec Marie-P. Charrette-Poulin, membre du CA.

## NORD DE L'ONTARIO

# Un appui financier précieux pour les étudiants francophones en contexte minoritaire

VENANT  
NSHIMYUMURWA

Une équipe de la Fondation Baxter & Alma Ricard était jeudi 26 septembre à Sudbury pour faire connaître les bourses octroyées par cet organisme de bienfaisance et célébrer le rayonnement de la francophonie dans le Nord de l'Ontario. L'évènement, qui s'est déroulé au Collège Boréal, fut également une occasion de rencontrer des candidats qui comptent demander une assistance financière.

Créée en 1998, Baxter & Alma Ricard est considérée comme la Fondation la plus importante au niveau des bourses d'études pour des étudiants francophones vivant en situation minoritaire linguistique à travers le Canada.

La Fondation accorde à un étudiant retenu une bourse d'une va-

leur pouvant aller jusqu'à 150 000 \$. En effet, la bourse peut atteindre un montant maximal de 50 000 \$ par année, et ce, pour une durée maximale de trois ans.

«Cette somme permet aux étudiants de poursuivre un deuxième baccalauréat, une maîtrise, un doctorat ou un postdoctorat dans

n'importe quel domaine, n'importe où dans le monde et dans la langue de leur choix », explique le directeur général de la Fondation Baxter & Alma Ricard, Elia Eliev.

«La Fondation est là pour appuyer les étudiants pour qu'ils puissent terminer leurs études sans trop s'endetter», ajoute-t-il.

### Au commencement était Sudbury

La Fondation, qui a actuellement son siège social à Ottawa, porte le nom de deux philanthropes de Sudbury : Baxter et Alma Ricard.

«Ils n'avaient pas d'enfants et avaient fait fortune dans les télé-

communications à Sudbury», indique M. Eliev.

«Avec le montant qu'ils avaient reçu, ils ont décidé de créer cette Fondation pour permettre aux jeunes francophones dans le Nord de l'Ontario d'avoir accès à une éducation d'études supérieures pour aller se spécialiser et ensuite revenir chez eux pour contribuer à leur communauté», précise-t-il.

Elia Eliev souligne qu'au début, la Fondation intervenait pour les étudiants dans le Nord de l'Ontario.

«Étant donné le capital assez important de la Fondation, on a élargi le programme de la bourse pour d'autres francophones à travers le pays», dit-il.

### Critères d'éligibilité

Pour avoir accès à la bourse de la Fondation Baxter & Alma Ricard, l'étudiant doit être citoyen canadien, s'identifier comme francophone ou francophile provenant d'une région linguistique minoritaire au Canada.

Il doit aussi avoir déjà un premier diplôme universitaire.

Selon M. Eliev, le couple Baxter & Alma Ricard a laissé un don de plus de 25 millions \$. Aujourd'hui, le capital représente à peu près 40 millions \$. On distribue en moyenne près de 1,6 million \$ en bourses par année.

«Le montant du capital a augmenté car la somme a été investie au fur et à mesure des années», mentionne-t-il.

### Plus de 400 récipiendaires

Depuis sa création, la Fondation a déjà appuyé financièrement 411 étudiants à travers le Canada dont 9 de Sudbury.

«L'année dernière, par exemple, la bourse a été remise à Valérie Gauthier pour qu'elle suive son doctorat en études interdisciplinaires à l'Université Laurentienne et à Bernadette Chamberlain qui voulait entamer une maîtrise en architecture en français à l'université Laurentienne», déclare Dr Elia Eliev, qui reconnaît lui-même avoir bénéficié de la bourse de la Fondation Baxter & Alma Ricard pour faire une partie de ses études supérieures.

Connor Lafortune de la Première Nation Dokis, qui habite actuellement à Sudbury, est un autre récipiendaire au cours des récentes années de la bourse de la

Fondation.

«J'ai fait une demande pour cette bourse après mon baccalauréat. Je m'apprêtais à entrer en maîtrise», confie-t-il au Voyageur.

«Ce fut un moment excitant pour moi quand j'ai appris que j'étais un des récipiendaires», indique M. Lafortune.

Les 36 000 \$ qu'il a reçus pour compléter en deux ans son programme de maîtrise en relations autochtones à l'Université Laurentienne lui ont été utiles.

«Ça m'a permis de faire mes recherches, de créer les connexions, de me concentrer sur mes études sans stress, moi qui viens d'un milieu très rural », explique Connor Lafortune.

Il fait partie actuellement de l'équipe de la Fondation Baxter & Alma Ricard qui sillonne le pays pour des sessions d'information sur l'organisme.

### Une famille exceptionnelle

La parlementaire en résidence Marie-Paule Charrette-Poulin connaît très bien le couple Baxter & Alma Ricard. Ils ont tous vécu à Sudbury. Elle les qualifie d'exceptionnels.

« Je me souviens d'eux pour les valeurs qu'ils véhiculaient. Premièrement, ils étaient de grands souteneurs de la francophonie dans le Nord de l'Ontario », déclare Mme Charrette-Poulin.

«Ils avaient fondé la station de radio privée CFBR, Canadien-Français Baxter-Ricard, quand il n'y avait rien en communication en français à Sudbury, à part le journal L'Ami du peuple qui a précédé le journal Le Voyageur», explique la sénatrice et membre du Conseil d'administration de la Fondation Baxter & Alma Ricard.

«Deuxièmement, les deux valorisaient énormément l'éducation pour les francophones», poursuit-elle.

Propriétaires de deux stations radio, de tout un réseau de télé, et d'une compagnie de câbles aux visions dans le Nord de l'Ontario, ils ont laissé à la francophonie, comme le souligne Mme Charrette-Poulin, des millions de dollars pour la création d'une Fondation pour des études post-universitaires.

«C'est incroyable», conclut-elle.

Pour cette année, la Fondation reçoit les candidatures jusqu'au 1er décembre 2024.





## NOUVEAU-BRUNSWICK

## Élections provinciales : les revendications des organismes acadiens

DAMIEN DAUPHIN | IUL - RÉSEAU.PRESSE  
LE MONITEUR ACADIEN

La campagne électorale a débuté jeudi dernier. Plusieurs organismes acadiens ont envoyé un message aux partis politiques. Tour d'horizon de leurs doléances.

### Éducation

Les priorités mises de l'avant par la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB) s'articulent autour de quatre axes essentiels : le continuum en éducation en langue française, la santé, le développement économique et l'immigration.

«Ces domaines représentent des leviers fondamentaux pour le bien-être et la prospérité de nos communautés, et la SANB appelle à des actions concrètes pour répondre à ces enjeux clés», a affirmé la présidente de l'organisme, Nicole Arseneau-Sluyter.

La SANB milite notamment pour la création d'un ministère de l'Éducation de langue française, regroupant l'apprentissage de la petite enfance jusqu'à l'enseignement postsecondaire sous une gouvernance unique.

«Nous avons défendu cette position lors des rencontres Équipe

Acadie en mai dernier. Nous nécessitons des structures de gouvernance solides, adaptées aux besoins des communautés francophones», affirme Mme Nicole Arseneau-Sluyter, présidente de la SANB.

### Immigration

Cette demande relative à la dualité en éducation trouve son corolaire en matière d'immigration. En effet, l'organisme plaide pour que le Nouveau-Brunswick instaure un système permettant aux deux communautés linguistiques de développer des stratégies autonomes et adaptées à leurs besoins spécifiques, visant à garantir l'égalité des chances pour les francophones.

«Les décisions sur le recrutement et les ressources qui y sont consacrées sont souvent prises par d'autres, mais leurs impacts sur nous, les francophones, sont énormes. Pour réussir, nous avons besoin d'une formule gagnante», insiste Mme Arseneau-Sluyter qui réclame un «équilibre linguistique» en immigration.

### Économie

En matière d'économie, la SANB voudrait que la revitalisation des régions rurales et semi-rurales de la province

soit inscrite aux programmes des partis en présence. Entre autres, l'organisme préconise l'élargissement de la Route 11 jusqu'à Bathurst et la décentralisation des compétences régionales.

«À la base, le développement économique doit être pensé localement, avec une perspective régionale, rebondit Anthony Azard, PDG de la Chambre de commerce Cap-Acadie (CCC Acadie). Ce n'est pas en imposant des solutions d'en haut ou en centralisant autour d'une seule entité que nous allons dynamiser nos communautés. Les réalités des régions sont différentes des réalités urbaines et l'approche «taille unique» comporte des lacunes.»

Il avance que c'est l'avenir de la province qui est en jeu, et qu'à ce titre, le milieu des affaires mérite des solutions concrètes pour faire face aux défis majeurs qui frappent le Nouveau-Brunswick.

S'il se réjouit que le gouvernement Higgs ait réduit la dette de la province, M. Azard défend une approche équilibrée qui donne leur juste part aux investissements les plus nécessaires. «Réduire la dette est important, mais pas au détriment des services essentiels. Nous appelons à une gestion budgétaire responsable qui allie réduction de la dette et investissement stratégique dans nos infrastructures sociales et économiques.»

Anthony Azard attend d'un parti politique qu'il sache «reconnaître les enjeux des petites et moyennes entreprises en région» et qui soit prêt à travailler avec la CCC Acadie.

### Secteur culturel

Pour sa part, l'Association des artistes professionnels de la province (AAAPNB) réclame l'augmentation du financement des Arts et de la Culture par un investissement de 40,5 millions de dollars supplémentaires par année. «Selon l'économiste Pierre-Marcel Desjardins, cet investissement pourrait générer 41,5 millions de dollars de profits nets et un produit intérieur brut de près de 1,2 milliard de dollars.»

L'organisme porte-parole des droits des artistes demande depuis longtemps que soit adoptée une *Loi sur le Statut de l'artiste*. Comme pour faire écho à la requête de la SANB en matière d'éducation, il réclame également la création d'un ministère des Arts et de la Culture à part entière «afin de tirer pleinement avantage du secteur et d'en faire un vecteur incontournable du développement global de la société».

«Nous espérons du prochain gouvernement, quel qu'il soit, qu'il prenne la mesure de la situation et investisse davantage dans le secteur des arts et de la culture», martèle Jean-Philippe Raïche, président de l'AAAPNB, ajoutant sa conviction qu'une Loi sur le Statut de l'artiste permettrait à ceux-ci de «créer et de vieillir dans la dignité».

«À vous, partis politiques, de nous prouver que vous avez la vision et les solutions pour bâtir un Nouveau-Brunswick plus fort, plus juste et plus prospère», conclut Anthony Azard.



Des artefacts mi'kmaq aux albums souvenirs, on trouve un peu de tout sur le passé de Pomquet, au Centre historique. Crédit : Jean-Philippe Giroux

## NOUVELLE-ÉCOSSE

## Un meilleur espace pour le Musée de Pomquet

JEAN-PHILIPPE GIROUX | IUL - RÉSEAU.PRESSE  
LE COURRIER DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Le Musée de Pomquet a un nouvel emplacement.

Maintenant dans le «Centre historique», situé au Centre communautaire de Pomquet, le musée est en pleine organisation de sa salle d'exposition.

Il n'y a aucune date confirmée pour l'ouverture officielle du musée. Cela dit, le Festival de Pomquet a organisé une journée portes ouvertes lors des célébrations du 250<sup>e</sup> anniversaire du village, pour donner à la communauté un avant-goût de ce qui est à venir.

Le bénévole Charlie MacDonald raconte que l'accessibilité du nouvel espace a permis à nombre de membres de la communauté de finalement venir voir les collections.

L'ouverture officielle devait se tenir lors du festival, mais l'équipe a encore du pain sur la planche pour finaliser l'organisation. On veut poser des cartes de Pomquet, dont celles des premiers dons de terrain, terminer les travaux de rénovation, arranger le centre de généalogie, etc.

Autrefois au deuxième étage de l'ancien centre communautaire de la Société acadienne Sainte-Croix (SASC), le Musée de Pomquet est maintenant dans une pièce plus spacieuse, ce qui veut dire plus de place pour plus d'artefacts.

Le Musée de Pomquet a reçu de l'argent de la part de la Municipalité du comté d'Antigonish, soit près de 3 000 \$, pour aider avec l'installation d'un mur au milieu du centre afin d'exposer davantage d'items et de portraits.

Alfred Benoit, président du musée, explique que l'exposition présente les chapitres du passé de Pomquet, autrefois nommé Popumkek par les Mi'kmaq, avant l'arrivée des premières familles.

L'exposition est subdivisée selon des thèmes, dont la place de l'église Sainte-Croix, les souvenirs de la vieille gare et la présence mi'kmaq, qui a permis aux Acadiens de survivre sur le territoire. «C'est une partie de notre histoire, dit Benoit. C'est une partie de l'his-

toire de la région.»

Le président ajoute qu'une grande partie des artefacts, qui comprend des outils, des images et de vieux magazines, a été recueillie pendant près d'une trentaine d'années. Ce sont surtout des dons de la communauté, offerts au musée dans le but de ne pas oublier le passé de la région.

Le bureau de recherche au fond du musée est l'endroit où Benoit travaille sur son programme de généalogie. Le président a pour objectif de préserver l'histoire de toutes les familles acadiennes de Pomquet.

Depuis les 30 dernières années, il utilise la généalogie pour retracer le parcours des familles, plusieurs ayant quitté la région pour aller travailler et vivre ailleurs.

Un musée virtuel a également été conçu par la SASC. On peut y découvrir des articles historiques et des capsules vidéos, entre autres. Charlie MacDonald espère qu'un jour plus de contenu sera disponible sur le site Internet, notamment des capsules qui relatent le savoir des aînés.

Le Musée de Pomquet accepte les dons, soit des objets de valeur historique, des photos d'époque, des artefacts de la communauté mi'kmaq, etc.

«Je pense beaucoup de personnes juste lancent dans la poubelle [...] on essaie de rechercher ça, mais c'est toujours de quoi difficile», avoue MacDonald. Le monde est occupé et il faut parfois courir après eux pour s'assurer d'obtenir les objets.

Le musée est géré entièrement par des bénévoles. MacDonald aimerait un jour voir un(e) étudiant(e) y travailler durant l'été, mais en ce moment, ce n'est qu'une idée sur la page.



Jean-Philippe Raïche et Carmen Gibbs représentent l'association des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick (AAAPNB). Crédit : Francine Belliveau


**COLOMBIE-BRITANNIQUE**

## Interdiction des appareils électroniques dans les écoles francophones

**MARC BÉLIVEAU** | IUL - RÉSEAU.PRESSE  
JOURNAL LA SOURCE

Depuis la rentrée scolaire au début du mois de septembre, les six mille élèves du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (CSF) ont dû

s'adapter à une nouvelle réalité : l'interdiction d'utiliser leurs appareils électroniques en classe et pendant la récréation. Le CSF a émis des directives en ce sens, suivant l'exemple d'autres établissements scolaires de la province et ailleurs au pays.

Le CSF a adopté un code de conduite interdisant l'usage de tout appareil électronique permettant de communiquer ou d'accéder à Internet dans l'enceinte de l'école. Cela inclut les téléphones portables, les ordinateurs personnels, les écouteurs sans fil, les montres connectées et les tablettes. Ces règles s'appliquent à tous les niveaux, de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année, avec des nuances pour les élèves du primaire et du secondaire.

### Une décision alignée sur les directives provinciales

Cette initiative du CSF fait suite à une annonce du premier ministre David Eby, qui souhaite réduire l'usage des téléphones portables dans les écoles pour protéger les jeunes des menaces en ligne. Le gouvernement provincial a laissé aux districts scolaires le soin de formuler leurs propres règlements.

Au bureau central du CSF, on explique avoir simplement répondu aux exigences du gouvernement de la Colombie-Britannique en adaptant sa politique concernant le code de conduite. On ajoute également que cette priorité permet d'offrir un environnement d'apprentissage sain et sécurisant à l'ensemble des élèves francophones de la province.

### Un sondage révélateur

Avant la mise en place de ces nouvelles règles, le CSF avait mené un sondage auprès de 1 835 élèves sur l'usage des appareils électroniques personnels dans leur quotidien. Les résultats ont montré que près d'un élève sur cinq consultait son téléphone en classe.

L'objectif principal de ce sondage était de mieux comprendre l'usage de ces appareils afin de pouvoir les encadrer efficacement. Le bureau central du CSF comptait se servir des résultats du sondage comme point de départ pour adapter son approche, tout en continuant d'intégrer les outils numériques dans le parcours d'apprentissage des élèves.

### Application de la mesure

La mise en œuvre de cette interdiction a été adaptée aux différents niveaux scolaires. Pour les élèves de la 1<sup>re</sup> à la 7<sup>e</sup> année, par exemple, il y aura une interdiction totale des téléphones portables. En revanche, pour les élèves du secondaire, ceux-ci seront autorisés à avoir leurs téléphones à l'école, mais il leur sera interdit de les utiliser en classe. À noter que les enseignants conservent la possibilité d'autoriser l'usage des appareils technologiques en classe à des fins éducatives, selon le contexte pédagogique.



Marie-Pierre Lavoie, présidente du Conseil scolaire francophone  
Photo-crédit : courtoisie CSF

### Réactions favorables des parents

La décision du CSF a suscité des réactions diverses au sein de la communauté parentale. La présidente du Conseil scolaire francophone, Marie-Pierre Lavoie, constate : « Il y a des parents qui sont très contents, il y en a d'autres qui sont très fâchés, mais c'est une demande du ministère. »

À la Fédération des parents francophones de la C.-B., la directrice générale Marie-Andrée Asselin salue « le leadership du ministère de l'Éducation et des Services à la petite enfance dans ce dossier, qui fait partie d'un projet plus large du gouvernement pour assurer des espaces d'apprentissage sécuritaires et exempts de distractions.

« Ce nouveau règlement, ajoutelle, permettra de diminuer le temps d'usage des écrans, qui prennent déjà trop de place dans la vie des jeunes. Et à plus long terme, nous espérons qu'un certain équilibre sera atteint et que nous commencerons à voir les effets bénéfiques sur la concentration et la santé mentale de nos jeunes. »

Au siège social du CSF, on affirme rester à l'écoute de la communauté et encourager un dialogue constructif pour continuer à améliorer l'expérience scolaire et répondre aux besoins de chacun de manière positive et bienveillante.

### Ailleurs au Canada

Pour rappel, cette initiative s'inscrit dans une tendance nationale. L'Ontario interdit le téléphone portable en classe depuis cinq ans, et le Québec a adopté une politique similaire depuis le 31 décembre 2023.

Dans ce contexte, cette nouvelle réglementation provinciale marque un tournant significatif dans la gestion des technologies au sein des établissements scolaires francophones de Colombie-Britannique, visant à créer un environnement d'apprentissage plus concentré et sécurisé pour tous les élèves.



Chaque atelier a lieu dans une salle de classe et est diffusé virtuellement aux autres salles de classe dans la province au même moment. Crédit : Site web de SaskCulture

**SASKATCHEWAN**

## Vivre l'art dans la salle de classe

**LEANNE TREMBLAY** | IUL - RÉSEAU.PRESSE  
L'EAU VIVE

En cette rentrée scolaire, les enseignants des écoles fransaskoises et d'immersion peuvent se réjouir d'apprendre que le programme LIVE Arts est de retour. En mettant à la disposition des écoles un grand nombre d'ateliers, le programme fait entrer les artistes dans la salle de classe.

Chaque année, pas moins de 1 000 salles de classe à travers la province expérimentent toutes sortes d'arts grâce à ce programme soutenu par le ministère de l'Éducation.

Natalie Chevrier, enseignante d'immersion française à Regina, fait partie de ceux qui en retirent une «merveilleuse» expérience : « Les sessions s'alignent bien avec tous les volets des arts du curriculum et, en plus, d'autres matières comme les sciences humaines sont aussi intégrées. »

### Une éducation artistique

«Le programme LIVE Arts appuie l'éducation artistique dans la province de la Saskatchewan», résume Dash Reimer, coordinateur du programme.

Le concept est simple : offrir une série d'ateliers gratuits qui se déroulent dans une salle de classe, puis qui sont diffusés virtuellement partout dans la province.

Ainsi, un atelier d'art sera diffusé virtuellement chaque mois durant l'année scolaire. «Chaque atelier est animé par un artiste différent chaque mois, et les ateliers se basent sur le programme d'études en éducation artistique des niveaux élémentaires», précise l'organisateur.

En outre, deux des ateliers de cette année seront donnés en français en novembre 2024 et en mai 2025.

Natalie Chevrier a notamment proposé à ses élèves un atelier sur l'art et la culture métis. «Ils ont beaucoup appris des couleurs, des symboles et de l'histoire qui accompagnaient l'œuvre de l'artiste», dit-elle.

### Un modèle efficace

La version originale du programme date de 2005. À l'époque, un programme pilote avait présenté de façon virtuelle l'artiste saskatchewanaise Heather Cline dans les écoles de la division catholique de Regina.

Fort de son succès, le programme a évolué pour devenir LIVE Arts, lequel répond maintenant aux besoins de tous les en-

seignants de la province.

«On veut fournir des expériences artistiques diverses animées par des artistes de parcours et de disciplines différents, et qui parlent d'autres langues. On veut aussi introduire une variété d'approches artistiques», indique Dash Reimer.

Cette année, huit artistes visiteront les écoles pour donner un aperçu des différentes facettes de l'art : collage, peinture, impression, mais aussi musique, hip-hop, tambour, composition de chansons, théâtre et narration sont ainsi au programme.

Deux des ateliers seront animés en français. En novembre, ce sera l'artiste visuelle de Regina, Mackenzy Vida, qui présentera un atelier de collage, portant en particulier sur la création de zines.

Cette dernière reconnaît l'effet positif de l'art sur les jeunes : «Pendant mon enfance, j'ai fait beaucoup de thérapie par l'art et, comme j'étais vraiment gênée et anxieuse, ça m'a beaucoup aidée à trouver ma voie.»

En mai, ce sera au tour de Mitchell Larson, artiste performative multidisciplinaire de Saskatoon, d'animer un atelier de théâtre.

### L'embaras du choix

La diffusion des ateliers virtuels se fait à partir du programme ROVER, un service maintenu par le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan.

«L'atelier se fait dans une salle de classe quelque part en Saskatchewan et on le diffuse virtuellement au reste de la province», explique Dash Reimer.

Ainsi, le même atelier peut être offert plusieurs fois tout en s'adaptant aux différents niveaux. En moyenne, chaque atelier rejoint ainsi 120 à 150 salles de classe.

Tous les ateliers se retrouvent dans les archives virtuelles de ROVER afin de rester accessibles aux enseignants, en plus de guides pédagogiques qui les accompagnent.

À noter que les enregistrements ne sont pas disponibles sur des services comme YouTube afin de respecter l'anonymat des élèves.



Période de repos obligatoire pour les téléphones portables et les appareils électroniques en classe en C.-B. Photo-crédit : Marc Béliveau



Delaney Schumacher. Crédit : Université Algoma



Makayla Denommée. Crédit : Université Nipissing

**NORTH BAY, SAULT-STE-MARIE  
ET SUDBURY**

## Trois coureuses francophones au niveau universitaire et collégial

Les équipes de course de fond des Thunderbirds de l'Université Algoma, du Golden Shield du Collège Cambrian et des Lakers de l'Université Nipissing ont chacune une athlète francophone dans leurs rangs. Les Thunderbirds ont retenu les services de Delaney Schumacher de Wawa, anciennement de l'École secondaire Saint-Joseph. Le Golden Shield et les Lakers ont plutôt recruté deux coureuses à l'intérieur des limites de leurs villes respectives – soit Zoé Richard de Sudbury (École secondaire Macdonald-Cartier) et Makayla Denommée de North Bay (École secondaire catholique Algonquin). L'Université Nipissing sera hôte du championnat provincial des Sports universitaires de l'Ontario le samedi 26 octobre au terrain de golf Osprey Links à Callander. Le tournoi de l'Association des sports collégiaux de l'Ontario (OCAA) se tiendra la même journée au campus de la polytechnique Seneca à King City. Les compétitions nationales d'USports et de l'Association canadienne du sport collégial (ACSC) seront présentées le samedi 9 novembre au campus de l'Okanagan de l'Université de la Colombie-Britannique à Kelowna et au Collège St-Clair à Windsor.

ÉRIC  
BOUTILIER

# Informations municipales

C. P. 5000 SUCC. A  
200, RUE BRADY  
SUDBURY ON P3A 5P3

311 Service À votre service  
www.grandsudbury.ca

Nous affichons les soumissions, les offres, les propositions et les ventes dans le site Web de la Ville au [www.grandsudbury.ca](http://www.grandsudbury.ca).

### AVIS D'AUDIENCES PUBLIQUES

concernant les demandes aux termes de l'article 45 de la Loi sur l'aménagement du territoire, L.R.O. 1990, chap. P.13, dans sa version modifiée.

Veillez noter que l'on a présenté les demandes suivantes de dérogation mineure ou d'autorisation sollicitant la dispense de certaines dispositions du Règlement de zonage de la Ville du Grand Sudbury, tel que précisé, et que le Comité de dérogation de la municipalité les étudiera dans l'ordre de présentation.

#### Avis publics

**Demande :** A0085/2024

**Description foncière :** NIP 73567-0292, 73567-0295 et 73567-0308, parcelles 24214, 24883 et 28999, SECT. S.-E.-S., partie du lot 12, concession 6, canton de Neelon, 1545, rue Kennedy, Sudbury

**Objet de la demande :** Permettre l'emplacement de deux aires accessoires d'entreposage de déchets et un nombre réduit de places de stationnement sur la propriété, dérogeant ainsi au règlement municipal.

6, partie 1, plan 53R-8754, canton de Drury, 288, chemin Wickie, Whitefish

**Objet de la demande :** Permettre un logement saisonnier avec porche couvert et garage isolé sur la propriété visée, les marges de reculement et la hauteur dérogeant au règlement municipal.

**DATE :** JEUDI, le 10 octobre 2024

**HEURE :** 17 H

**ENDROIT :** 200, RUE BRADY, SUDBURY, et par voie électronique

permettant de soumettre des observations aux membres du Comité de dérogation pour la réunion du 10 octobre 2024 :

- **En personne :** Dans la Salle du Conseil, Place Tom Davies, 200 Brady, Sudbury.

- **Soumettre ses commentaires par écrit :** Veuillez transmettre vos commentaires par écrit à Nia Lewis, secrétaire-trésorière du Comité de dérogation, C.P. 5000, succursale A, Sudbury (Ontario) P3A 5P3, avant la réunion, ou par courriel à [coa\\_mv@grandsudbury.ca](mailto:coa_mv@grandsudbury.ca). Les commentaires reçus d'ici au **vendredi, le 4 octobre 2024 à 15 h** seront transmis aux membres du Comité de dérogation avant la réunion.

- **S'inscrire pour prendre la parole par voie électronique lors de la réunion du Comité :** Veuillez consulter le site de la Ville du Grand Sudbury (<https://www.grandsudbury.ca/hotel-de-ville/participez-y/joignez-vous-a-un-conseil-a-un-comite-ou-a-un-groupe-consultatif/groupes-consultatifs/comite-de-derogation-des-enseignes-irregulieres/>) pour prendre connaissance des instructions afin de s'inscrire pour participer par voie électronique. Les membres intéressés doivent s'inscrire avant midi le jour ouvrable précédant la date de l'audience.

Les personnes s'intéressant à ces questions ou voulant obtenir plus de renseignements peuvent composer le numéro de téléphone suivant ou se présenter, pendant les heures normales d'ouverture, au bureau de la responsable des demandes d'autorisation, Nia Lewis, à l'adresse suivante : Ville du Grand Sudbury, Place Tom Davies, 200, rue Brady, C.P. 5000, succursale A, Sudbury (Ontario) P3A 5P3. Tél. : 705-674-4455, poste 4376 ou 4346 – Fax : 705-673-2200.

**Demande :** A0087/2024

**Description foncière :** NIP 73583-0498, partie du lot 18, pièce K, plan 5-SA, partie du lot 4, concession 3, canton de McKim, 400, rue Morris, Sudbury

**Objet de la demande :** Approuver la reconversion du demi-étage de la maison unifamiliale existante en deuxième étage complet, la surface de plancher hors oeuvre brute accrue dans la marge de reculement de la cour latérale intérieure et l'avant-toit dérogeant au règlement municipal.

Les médias et le grand public peuvent visionner la web émission du Comité de dérogation sur le site de diffusion continue en direct de la Ville du Grand Sudbury : (<http://video.isilive.ca/sudbury/live.html>).

Les commentaires présentés sur la question, y compris le nom et l'adresse de l'auteur, seront connus du public. La population peut les consulter et ils peuvent être publiés dans la décision du Comité de dérogation. En transmettant des renseignements, y compris de façon imprimée ou électronique, vous indiquez que vous avez obtenu le consentement des personnes dont les renseignements personnels figurent dans les informations à divulguer au public.

**Demande :** A0088/2024

**Description foncière :** NIP 73561-0041, parcelle 44770, SECT. S.-E.-S., droits de surface seulement, partie du lot 4, concession 4, partie 1, plan 53R-7410, canton de Neelon, 2, rue Elm, Coniston

**Objet de la demande :** Permettre un bâtiment accessoire existant sur la propriété visée, les marges de reculement dérogeant au règlement municipal.

On fera uniquement parvenir une copie des décisions concernant les demandes ci-dessus aux personnes qui demandent par écrit un avis de décision à la secrétaire-trésorière.

**Demande :** A0089/2024

**Description foncière :** NIP 73383-0065, parcelle 27041, SECT. S.-O.-S., droits de surface seulement, partie du lot 1, concession

#### Participez au Comité de dérogation

Le public peut participer aux audiences publiques en personne ou par voie électronique. Il existe plusieurs façons lui

## LE LOUP LA VOIX DU NORD

98.9

SUDBURY

97.1

NIPISSING

104.1

TIMMINS

95.9

CHAPLEAU



Photo: Dan Barham

## NIPISSING OUEST

## Plusieurs athlètes franco-ontariens et québécois à surveiller chez les Lynx

**ÉRIC BOUTILIER** Les Lynx de Nipissing Ouest ont neuf joueurs francophones dans leur alignement pour la saison 2024-2025. La seule formation nord-ontarienne de la Ligue de hockey junior A du Grand Métropolitain (GMHL) a dans ses rangs quatre attaquants (Riley Brunet et Zachary Major de Sturgeon Falls, Rowan St-Louis de Cache Bay, et Xavier Borgia de Shawinigan au Québec), quatre défenseurs (Jacob Payeur et Zachary Piquette de Sturgeon Falls, Cameron Piette de Lavigne, et Mathias Drolet de Beauport au Québec) – et un gardien de but (Terry Bradley-Gagnon de Sturgeon Falls). Le club se retrouve à nouveau regroupé dans la division nord avec les Spartans d'Almaguin, les Rattlers de Bradford, les Knights de Meaford, le Bécard de Senneterre, les Pirates de Ville-Marie et les River Dragons de Wasaga. Au cours de l'année, les Lynx disputeront un minimum de 40 matchs – dont 20 à l'aréna Marcel et Jane Labbé.



Mathias Drolet.



Riley Brunet. Crédits : Lynx de Nipissing Ouest

## SUDBURY

## Le vélo de montagne fait son entrée officielle au sein de l'AAESS

**ÉRIC BOUTILIER**

L'Association athlétique des écoles secondaires du district de Sudbury (AAESS) a ajouté le vélo de montagne comme sport sanctionné en 2024-2025. L'organisation présentera pas moins de quatre courses automnales durant sa première saison. Au cours des deux dernières années, les dirigeants ont organisé quelques tournois sur invitation afin de mesurer l'intérêt des élèves et du personnel. Trois formations francophones du Grand Sudbury se sont inscrites à ce nouveau circuit: les Aigles de l'École secondaire catholique l'Horizon, les Panthères de l'École secondaire Macdonald-Cartier et les Griffons de l'École secondaire du Sacré-Cœur. Les prochaines épreuves se tiendront le jeudi 3 octobre à Little Current sur l'Île Manitoulin. Le championnat de l'AAESS aura lieu au parc Kivi à Sudbury le jeudi 10 octobre. Pour le moment, il n'y aura pas de championnats régionaux au sein de l'Association du sport scolaire du Nord de l'Ontario (NOSSA) ou provinciaux de la Fédération des associations du sport scolaire de l'Ontario (FASSO).

# Informations municipales

C. P. 5000 SUCC. A  
200, RUE BRADY  
SUDBURY ON P3A 5P3

311 Service À votre service  
[www.grandsudbury.ca](http://www.grandsudbury.ca)

Nous affichons les soumissions, les offres, les proposition et les ventes dans le site Web de la Ville au [www.grandsudbury.ca](http://www.grandsudbury.ca).

## AVIS D'AUDIENCE PUBLIQUE

concernant les demandes aux termes des articles 22 et 34 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, L.R.O. 1990, chap. P.13.

## Avispublics

**Demande :** 751-6/24-10

**Emplacement :** NIP 73578-0223, 73578-0573, 73578-0574 et 73578-0576, lot 12, concession 3, canton de Neelon

**Objet et effet du règlement municipal de zonage proposé :** La demande vise à changer le zonage des terrains visés de « R1-5 », zone résidentielle 1 à faible densité, à « R3-1 », zone résidentielle à densité moyenne, afin de prendre en compte une future proposition d'aménagement d'ensemble résidentiel.

**Dossier :** 751-5/24-07

**Emplacement :** 73347-0193, parcelle 1584, SECT. S.-O.-S., droits de surface seulement, lot 9, concession 3, canton de Rayside (0, route municipale 35, Chelmsford)

**Objet et effet du règlement municipal de zonage proposé :** Modifier le Règlement 2010-100Z, soit le Règlement de zonage de la Ville du Grand Sudbury, en changeant le zonage des terrains visés de « RU », zone rurale, à « RU(S) », zone rurale (spécial), afin de permettre une utilisation d'industrie légère liée à l'exploitation minière, soit un atelier et une usine de fabrication, un bureau accessoire ainsi qu'une aire d'entreposage et de réparation accessoire à l'extérieur.

**Dossier :** 701-6/24-07

**Emplacement :** Tous les terrains dans la Ville du Grand Sudbury

**Objet et effet des modifications du règlement municipal de zonage proposées :** L'auteur de la demande propose d'enlever l'exigence d'une assemblée publique pour les plans de lotissement et les condominiums,

conformément aux changements apportés à la *Loi sur l'aménagement du territoire* par l'entremise de la *Loi de 2022 visant à accélérer la construction de plus de logements* (loi 23). Une consultation publique aurait toujours lieu et on en tiendrait compte dans le processus décisionnel par suite du changement proposé.

## AUDIENCE PUBLIQUE :

Avant de soumettre une recommandation au Conseil municipal, le Comité de planification tiendra une audience publique afin d'obtenir l'avis de la population le **lundi 21 octobre 2024** à 13 h, dans la Salle du Conseil, et en participant par voie électronique, à la Place Tom Davies, au 200, rue Brady, à Sudbury.

Les médias et le public peuvent visionner la webdiffusion du Comité de planification de la Ville du Grand Sudbury en continu en direct au <http://www.grandsudbury.ca/ordresdujour>

## Participez au processus de planification

Le public peut participer aux audiences publiques en personne ou par voie électronique. Il existe plusieurs façons lui permettant de soumettre des observations aux membres du Comité de planification et au Conseil pour la réunion du **21 octobre 2024**.

- **En personne :** dans la Salle du Conseil, Place Tom Davies, 200 Brady, Sudbury.
- **Soumettre ses commentaires par écrit :** Transmettre vos commentaires par écrit au greffier municipal de la Ville du Grand Sudbury, C.P. 5000, succursale A, Sudbury

(Ontario) P3A 5P3, avant la réunion ou par courriel à [greffier@grandsudbury.ca](mailto:greffier@grandsudbury.ca). Les commentaires reçus le **18 octobre 2024 à 16 h au plus tard** seront transmis aux membres du Comité de planification et du Conseil avant la réunion.

- **S'inscrire pour prendre la parole par voie électronique lors de la réunion du Comité :** Veuillez consulter le site de la Ville du Grand Sudbury (<http://grandsudbury.ca/audiencespubliques>) pour prendre connaissance des instructions afin de s'inscrire pour participer par voie électronique. Les membres intéressés doivent s'inscrire avant 16 h le jour ouvrable précédant la date de l'audience.

Le rapport du personnel et les recommandations seront également affichés sur le site de la municipalité (<https://www.grandsudbury.ca/hotel-de-ville/maire-et-conseil/ordres-du-jour-en-ligne/>) le **11 octobre 2024**.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, notamment sur le droit d'appel, communiquez avec les Services de planification de la Ville du Grand Sudbury à l'adresse C.P. 5000, 200, rue Brady, Sudbury (Ontario) P3A 5P3 ou composez le 705-674-4455, poste 4295.

Malgré tout ce qui précède, les Règles de procédure indiquées dans le Règlement de procédure seront suivies : <https://www.grandsudbury.ca/hotel-de-ville/reglements-municipaux/>.

## AVIS DE CONFIRMATION : DEMANDE COMPLÈTE

concernant les demandes aux termes de l'article 34 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, L.R.O. 1990, chap. P.13.

**Dossier :** 751-6/24-17

**Emplacement :** NIP 73574-0116, parcelle 14752, lot 7, plan M-226, lot 8, concession 3, canton de Neelon (214, avenue Moonlight, Sudbury)

**Demande :** Modifier le Règlement 2010-100Z, soit le Règlement de zonage de la Ville du Grand Sudbury, en changeant le zonage des terrains visés de « R1-5 », zone résidentielle 1 à faible densité, à « R3(S) »

», zone résidentielle à densité moyenne (spécial), afin de permettre l'établissement d'une unité de logements multiples de 2 étages comprenant 8 logements avec des dispositions propres au site.

**DOWLING****École St-Étienne****Démontrer sa fierté francophone**

Le 25 septembre, les élèves et le personnel de l'École St-Étienne ont célébré avec fierté la Journée des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens hier. Plusieurs activités dans le cadre de cette journée, les amis de la maternelle et du jardin ont confectionné des chapeaux alors que les élèves de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup>

années ont confectionné des chandails avec l'effet «tie-dye». Tous les élèves ont eu la chance de porter fièrement des vêtements vert et blanc et de participer à des activités stimulantes mettant en valeur la culture franco-ontarienne. Quelle belle occasion pour démontrer leur fierté francophone!

**CHAPLEAU****École Sacré-Cœur****Une communauté engagée!**

Chaque année, la communauté scolaire de l'École Sacré-Cœur se distingue par son engagement lors de la journée Terry Fox. Depuis plusieurs années, les élèves de l'école se mobilisent pour recueillir des fonds et marcher en l'honneur de Terry Fox et des personnes qui leur sont chères. Cette année, cette petite école a fait preuve d'une générosité incroyable et a amassé plus de 3 300 \$ pour la Fondation Terry Fox.

On remercie vivement les élèves, les parents et toute la communauté de leur générosité incroyable et de leur dévouement à cette activité significative. Cette réussite est le reflet des valeurs catholiques et de l'esprit de solidarité qui règne à l'école Sacré-Cœur et dans la belle communauté de Chapleau.

**HANMER****École Notre-Dame****Une rentrée scolaire amusant !**

Afin d'apprendre à se connaître, des élèves de 8<sup>e</sup> année de l'École Notre-Dame ont participé à des activités inspirées de l'émission de télé-réalité «Survivor». C'est ainsi que chaque équipe de la classe de Mme Tammy devait choisir un nom pour sa tribu et créer un drapeau. Le nom choisi devait être le terme scientifique d'une plante canadienne.

Les élèves ont opté pour «Betula» (bouleau), «Calypso» (orchidée), «Lewisi» (lin bleu) et «Lilium» (aloe vera).

Chaque jour, les élèves ont pris part à des jeux pour développer leur esprit d'équipe, tels que des courses en mathématiques et de casse-tête, ainsi que des activités de STIAM (sciences, technologies, ingénierie, arts et mathématiques).

Les élèves ont rapidement compris que pour bien collaborer, il est essentiel de communiquer, demeurer positif, partager des idées, encourager les autres, essayer différentes stratégies, s'engager pleinement et ne jamais abandonner. Ce sont des compétences qu'ils continueront à mettre en pratique tout au long de l'année!





## Offert dans 10 écoles du CSC Nouvelon !

# INSCRIPTION EN TOUT TEMPS

C'est gratuit !

Pour les enfants de 2 à 4 ans et leur parents

[nouvelon.ca/CentreDesPetits/horaire](http://nouvelon.ca/CentreDesPetits/horaire)





CONSEIL SCOLAIRE  
CATHOLIQUE  
DE DISTRICT DES  
GRANDES  
RIVIÈRES



**IROQUOIS FALLS**

**École secondaire catholique Alliance**  
**Une expérience enrichissante**

Les élèves de la 9<sup>e</sup> année se sont investis avec passion pour vivre une expérience enrichissante au camp de leadership. L'équipe éducative a rapidement observé l'enthousiasme, la bonne humeur et la motivation de ces jeunes. Ce séjour au camp Bickel a été marqué par des ateliers stimulants, des activités dynamiques et des occasions de créer des liens. Une aventure exceptionnelle pour tous les participants!



**TIMMINS**

**École catholique Louis-Rhéaume**  
**L'attachement à la culture franco-ontarienne**

Les élèves de l'école catholique Notre-Dame à Foleyet ont célébré avec enthousiasme la Journée du drapeau franco-ontarien. Habillés en vert et blanc, ils ont fièrement démontré leur

fierté francophone et leur attachement à leur culture. Cette journée spéciale a été remplie de joie et de moments mémorables qui renforcent leur identité franco-ontarienne. Vive le drapeau!



**KAPUSKASING**

**École catholique Jacques-Cartier**  
**Spectacle inoubliable dans la communauté**

Le spectacle des JC Rockers au Marché des Fermiers a été un immense succès! Nous tenons à remercier chaleureusement la communauté pour sa présence en nombre et ses

encouragements tout au long de l'événement. Un merci tout particulier à ceux qui soutiennent le programme d'éducation artistique de l'École Jacques-Cartier, ainsi qu'au Marché des Fer-

miers pour cette belle opportunité de partager notre passion. Vous avez fait de cet événement un moment inoubliable! Restez à l'affût pour nos prochains événements!

***Merci à notre personnel enseignant exceptionnel!***

**Le 5 octobre**  
**Journée mondiale des enseignants et des enseignantes**

**L'enseignement**  
C'est plus qu'une carrière...  
C'est plus que les maths ou la grammaire :  
C'est une passion, c'est une vocation, c'est l'espoir  
De rendre le monde meilleur  
En semant des sourires et du savoir,  
En offrant des valeurs,  
Et en ayant le bien-être de chaque élève à cœur.

**CONSEIL SCOLAIRE  
CATHOLIQUE  
DES GRANDES  
RIVIÈRES**  
cscdgr.education  
300 465-9984

## CANADA

# L'essor de la littérature autochtone en francophonie minoritaire

CAMILLE LANGLADE | Franco presse

La littérature autochtone traduite en français occupe une place de plus en plus importante dans les catalogues des maisons d'édition francophones hors Québec. Le phénomène témoigne d'un intérêt grandissant pour ces œuvres, qui rapprochent des communautés à la fois différentes et solidaires.

«Depuis 2016, les littératures autochtones sont vraiment traduites de façon plus systématique, à raison de 25, 30 titres par année», remarque la professeure adjointe au Département de traduction et des langues de l'Université de Moncton, Arianne Des Rochers.

Un phénomène qui coïncide selon elle avec la publication du rapport de la Commission de vérité et réconciliation

du Canada, en décembre 2015. «À partir de ces années-là, le grand public, les éditeurs, tout le monde s'intéressent beaucoup plus à ces enjeux et il y a une soif de littérature autochtone.»

La traduction joue un rôle crucial dans l'accès à ces œuvres en francophonie minoritaire, «parce qu'on n'a pas beaucoup d'auteurs autochtones de langue française», témoigne-t-elle.



**Rhéal Marc Beauchamp**

Décédé le 23 septembre 2024

La famille Beauchamp a le profond regret de vous annoncer le décès d'un être d'exception, **Rhéal M. Beauchamp**, décédé le 23 septembre à Ottawa à la suite d'un cancer et d'une longue maladie. Il était à quelques jours de son 93<sup>e</sup> anniversaire. Rhéal Beauchamp laisse dans le deuil son épouse bien-aimée Liliane (née Gauthier) et quatre enfants, Nicole (Lawrence Gangur) d'Ottawa, Jocelyne d'Alfred, Colette (Pasquale Rocca) de Bluffton, Caroline du Sud et Serge (Julie McGhee) de Brantford, ON.

Il avait aussi six petits-enfants : Jean-Philippe Dupuy (Annabelle Fortin) d'Alfred, Marie-Maude Denis (Dr. Stanley Vollant) de Montréal, Etienne Dupuy de Toronto, Delphine Denis (Laurent Lavallée) de Gatineau, Mathieu Rocca de Bluffton, Caroline du Sud et Pascale Rocca d'Atlanta ainsi que quatre arrière-petits-enfants : Dalyana Dupuy, Teo Dupuy, Oskar Dupuy et Jules Thibault.

Né à St-Charles, Ontario, Rhéal Beauchamp a été tour à tour mineur à la Falconbridge, enseignant pour le *Sudbury School Board* et cadre à l'Hôpital Laurentien de Sudbury, ville où il a vécu pendant 66 années avant de déménager à Ottawa en 2004.

Il a été un membre actif de la paroisse Ste-Marie d'Orléans, Ste-Anne des Pins de Sudbury, Club Richelieu, Retraite en Action et de plusieurs chorales (Les Gais Lurons, la Chorale du Centenaire, les Jeunes de Cœur) car il adorait le chant-choral. Outre la musique, Rhéal Beauchamp a eu plusieurs centres d'intérêt au fil de sa vie : la famille, le sport, la culture, l'éducation et le golf qui l'a accompagné presque jusqu'à la fin.

Mais ce qui importait au-dessus de tout, outre sa foi, était la langue française et le développement de la communauté franco-ontarienne. C'était un fier patriote comme il s'en fait peu aujourd'hui.

Les amis et parents qui veulent continuer son œuvre sont invités à contribuer à **la Bourse Rhéal et Liliane Beauchamp à la Fondation franco-ontarienne** au <https://coollecto.com/campagne/319>

**Parents et amis sont invités à la Coopérative funéraire de Sudbury (boul Lasalle) le mercredi 2 octobre de 13 h à 14 h pour rencontrer la famille. Suivra l'inhumation au cimetière de Sudbury.**

## UN BOUM DES TRADUCTIONS

«Les littératures autochtones sont traduites vers le français au Canada à partir de 1970», explique Arianne Des Rochers. Elles se font ensuite plus rares, avant un regain dans les années 2010.

«On remarque un bond considérable en 2017 (12 traductions) et en 2018 (18 traductions), puis, à partir de 2019, le nombre monte en flèche : 30 traductions en 2019, 29 en 2020, 33 en 2021, 31 en 2022», détaille la spécialiste, qui a consacré une recherche sur le sujet.

Sur les 236 titres recensés par la chercheuse, 184 (78 %) ont été publiés entre 2016 et 2023, et seulement 8 avant 2000 (3,4 %).

## Découvrir l'autre minorité

Aux Éditions Prise de parole, en Ontario, les œuvres autochtones font depuis longtemps partie du catalogue. Ils ont ouvert la porte il y a 20 ans, avec la traduction du roman *Kiss of the Fur Queen* de Tomson Highway.

La tendance s'est ensuite affirmée. «À partir de 2017, 2018, on s'est mis à publier plus d'auteurs des premiers peuples», se souvient le codirecteur général, Stéphane Cormier, notamment des ouvrages de membres des nations anishinaabe et crié.

«Il y avait plein d'œuvres écrites en anglais qui n'étaient pas connues du lectorat francophone. Donc on s'est dit qu'on lui donnerait accès parce qu'il y a un très beau répertoire», poursuit-il.

La maison franco-ontarienne a depuis traduit différents genres : des romans, des livres pour enfants, mais aussi des bandes dessinées, comme *500 ans de résistance autochtone*, de Gord Hill.

## Des «alliés»

«Même si on est une maison d'édition allochtone, on essaie d'être des bons alliés de la littérature autochtone, puis d'aider à faire connaître toutes sortes de réalités à travers les traductions d'œuvres», déclare Stéphane Cormier.

L'éditeur souligne aussi l'importance de s'entourer de collaborateurs et collaboratrices autochtones ou de spécialistes, afin de s'assurer d'avoir des traductions qui respectent la culture de ces communautés.

## DES THÈMES VARIÉS

Le paysage littéraire autochtone s'est considérablement diversifié ces dernières années, avec de nouveaux thèmes comme la vie en milieu urbain ou les enjeux queers.

Ces textes ne se limitent plus aux récits traditionnels liés aux territoires, mais explorent des réalités contemporaines, comme les intersections entre identité autochtone et sexualité, souligne Arianne Des Rochers.

«Les littératures autochtones en ce moment sont vraiment axées sur le présent et l'avenir. C'est pour réitérer que le colonialisme a toujours cours, que ce n'est pas juste une question dans le passé, que c'est quelque chose qui se poursuit.»

On trouve aussi des œuvres «totalement d'imagination» ou encore des récits humoristiques, qui n'évoquent pas forcément des enjeux autochtones, ajoute Stéphane Cormier.



La petite robe rouge a été coécrit par Julie Gagnon, enseignante francophone, et la poétesse mi'kmaw Julie Pellissier-Lush, toutes deux résidant à l'Île-du-Prince-Édouard. Photo : Jacinthe Laforest – La Voix Acadienne

Selon lui, l'intérêt croissant pour cette littérature découle d'une meilleure connaissance des Premières Nations, des Métis et des Inuit dans la société.

En Saskatchewan, les Éditions de la nouvelle plume explorent des projets d'ouvrages à destination des jeunes, notamment dans le cadre scolaire, pour mieux faire connaître la réalité des Autochtones de l'Ouest et du Nord canadien.

«C'est relativement nouveau et ça se fait aujourd'hui parce que, dans le contexte de réconciliation et les programmes d'enseignement qui visent à toucher cette question, ça devient nécessaire pour nous de produire du matériel des Premières Nations», commente le président de la maison d'édition, Laurier Gareau.

Les Éditions de la nouvelle plume ont pour l'instant publié deux livres d'auteurs autochtones : *Corneille apporte la lumière, une légende inuite*, de Brandy Hanna, et le roman graphique *Trois plumes*, de Richard Van Camp.

«On essaie aussi d'intégrer du matériel qui toucherait les communautés métisses francophones de l'Ouest canadien.»

Laurier Gareau est lui aussi dramaturge et a, entre autres, écrit une pièce de théâtre, *La Nation provisoire*, sur la bataille de Batoche, en 1885. Un événement majeur de la Résistance du Nord-Ouest contre le gouvernement canadien, mené principalement par les Métis et leurs alliés des Premières Nations.

## Une œuvre trilingue

À l'Île-du-Prince-Édouard, l'enseignante Julie Gagnon a cosigné le livre jeunesse *La petite robe rouge* avec l'autrice et poétesse mi'kmaw Julie Pellissier-Lush, publié par Bouton d'or Acadie.

Le texte évoque la question des femmes et jeunes filles autochtones disparues et assassinées, symbolisée par la robe rouge.

Lors d'une commémoration pour ces femmes, la francophone a été

émue et a décidé d'imaginer une œuvre pour sensibiliser ses élèves à cette réalité. «Quel est le meilleur outil pour commencer une discussion? Et bien, c'est un livre.»

«Mais cette histoire-là ne m'appartient pas», s'est dit Julie Gagnon, qui a alors proposé à Julie Pellissier-Lush de coécrire l'album avec elle. Le processus de création, qui a duré deux ans, a abouti à un livre trilingue – en français, en anglais et en mi'kmaw.

Au-delà de sa fonction pédagogique, Julie Gagnon espère que cet ouvrage sensibilisera le plus grand nombre de personnes, les jeunes comme les moins jeunes. L'occasion aussi de rappeler les liens qui unissent les francophones et les Mi'kmaq.

## Solidarité partagée

De fait, bien que différentes, les communautés francophones et autochtones partagent aussi «un lien», relève Arianne Des Rochers. La traduction croissante de titres autochtones vers le français témoigne d'après elle «d'une sorte de solidarité partagée en raison de la situation minoritaire».

«Les maisons d'édition francophones en situation minoritaire sont certainement peut-être un peu plus outillées pour publier, éditer et traduire les littératures autochtones de l'anglais vers le français, ne serait-ce que par rapport aux postures vis-à-vis de la langue, de la normativité linguistique, de l'oppression linguistique.»

Aux yeux de Stéphanie Cormier, l'essor actuel de la littérature autochtone joue un rôle important dans le dialogue entre les peuples et les cultures : «La parole littéraire est un excellent outil de réappropriation.»

Il estime que les maisons d'édition en milieu minoritaire comme Prise de parole ont un rôle à jouer dans ce dialogue.

## «On est deux minorités»

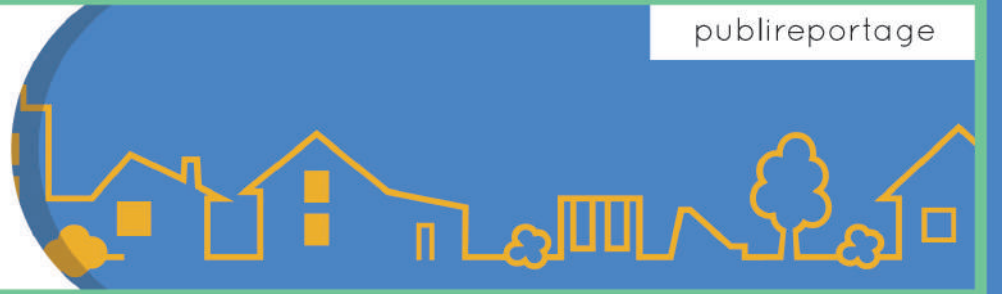
«On est deux minorités ici à l'Île-du-Prince-Édouard, alors on a quelque chose en commun», témoigne de son côté Julie Gagnon. Elle fait référence à l'assimilation, qui a empêché les Acadiens et les Mi'kmaq de parler leur langue.

Elle évoque aussi les traumatismes partagés, comme la déportation et l'arrachement de jeunes autochtones à leur famille : «On est deux communautés résilientes, puis c'est ça qui fait qu'on se comprend bien.»

L'enseignante espère que *La petite robe rouge* résonnera bien au-delà des frontières de l'Acadie et du Canada. «Ce livre-là, c'est un point de départ. C'est comme une roche que tu lances dans un lac et là, ça commence à faire des cercles», qui formeront ensuite peut-être des vagues.

# vie communautaire

## HEARST ET KAPUSKASING



La coordinatrice du recrutement, Mélanie Goulet. Photo : Courtoisie

HEARST

## Nouvelle alliance pour le recrutement des médecins

RENÉE-PIER FONTAINE | IUL - RÉSEAU.PRESSE JOURNAL LE NORD

Afin de répondre plus adéquatement au mandat de recrutement de médecins, les trois principaux partenaires du milieu médical créent l'Alliance Recrutement Médical Hearst. Le Groupe de médecins de Hearst, l'Équipe de santé familiale Nord-Aski et l'Hôpital Notre-Dame travaillaient déjà ensemble dans le but de réduire le nombre alarmant de patients qui n'ont pas accès à un médecin de famille. En ce moment, dans la région de Mattice à Constance Lake, 61 % de la population en est privé.

Dans les dernières années, à l'échelle du pays, une crise sévit dans le système de santé et la région de Hearst n'est pas la seule touchée, il était donc primordial pour l'équipe de recrutement de trouver des manières d'innover afin de se démarquer. «Pour être capable de bien desservir la po-

pulation, il faudrait un minimum de huit médecins au total. Donc, il nous en manque trois pour être dans une meilleure position. Parmi les priorités, nos efforts sont mis pour remettre en place notre programme obstétrique; ce n'est pas évident pour les gens de Hearst d'avoir à par-

tir et d'aller ailleurs pour un accouchement», souligne la coordinatrice du recrutement, Mélanie Goulet.

Le lancement de cette nouvelle image de marque, créée en collaboration avec la designer graphique Marie-Pier Drolet, permettra à la coordinatrice du recrutement d'être abordée par plus de gens. «Malgré le fait que mon employeur est l'Hôpital Notre-Dame, mon travail consiste aussi à recruter de nouveaux médecins pour joindre le groupe. Je trouvais que les gens qui avaient zéro intérêt à faire du travail d'hôpital ne venaient pas me voir et au lieu de juste représenter Hearst, Jacques Doucet et moi avons discuté et nous sommes venus à l'idée de créer cette alliance», explique la coordinatrice, Mélanie Goulet.

Leur plan est d'attirer de la main-d'œuvre médicale pour occuper d'autres postes au sein de l'équipe, c'est donc la raison qu'ils ont décidé d'utiliser le terme «médical» au lieu de «médecin». «On commence avec le recrutement de médecins, mais éventuellement ça va grossir. On a choisi le huard aussi parce qu'on trouvait que ça représente bien en fait d'animaux. On s'amuse avec cela.»

La promotion sur les réseaux sociaux est un outil clé pour Mélanie, qui reçoit des messages, via les plateformes, de gens qui n'auraient pas eu accès à l'information qu'elle partage autrement. «Nous avons plusieurs médecins potentiels qui sont venus visiter la région dans les dernières semaines, et nous espérons que la prochaine bonne nouvelle que nous allons vous annoncer, c'est l'ajout de l'un d'eux», confie-t-elle.

### Implication régionale et provinciale

Mélanie Goulet est activement impliquée dans deux associations de recrutement extérieures, l'une au niveau régional et l'autre à l'échelle provinciale.

Premièrement, la création de la Northeastern Ontario Physician Recruitment Alliance (NEOPRA) est une récente initiative visant à améliorer la collaboration entre les collectivités de notre région. À titre de membre fondateur de cette nouvelle association, Mélanie Goulet travaille en étroite collaboration avec d'autres leaders pour s'assurer que nos besoins, à la fois collectifs et respectifs, sont mieux représentés aux foires internationales de l'emploi.

Ce partenariat permettra non seulement aux communautés de partager les coûts d'inscription, mais également de s'entraider dans le cadre des efforts internationaux de recrutement de médecins. Cette alliance sera incorporée dans les prochains mois et ce sera plus officiel et formel que celle formée pour Hearst.

Deuxièmement, la Ontario Physician Recruitment Alliance (OPRA) continue de prendre de l'ampleur. En tant que membre actif de cette association provinciale, Mélanie contribue à façonner la stratégie de recrutement de l'Ontario sur la scène mondiale.

Récemment, l'alliance a organisé son premier événement international exclusivement pour les recruteurs de l'Ontario et prévoit des séances de formation spécialisée pour ses membres. «Cette alliance est faite et bientôt il y aura le lancement du nouveau site web. Ce qui est bien, c'est que l'Ontario n'a rien pour le moment pour regrouper les recruteurs ensemble, donc là nous allons avoir une alliance et sur le site web il va y avoir une carte qui indique toutes les communautés membres de cette alliance-là», explique Mme Goulet.

Il est important pour Hearst de faire partie de ces associations pour pouvoir convaincre des professionnels de la santé de venir s'établir dans le Nord, non seulement au niveau de la province et du pays,

mais aussi à l'international. «Dans le sud de l'Ontario, c'est incroyable le succès qu'ils ont eu avec ça. Leur alliance a participé à 10 événements de recrutement à l'international, ils sont partout. C'est possible parce que toutes les communautés se sont regroupées et se séparent la tâche, donc même si tu n'y es pas, tu as accès à l'information. C'est pour cela que nous voulons commencer avec notre alliance et éventuellement tout ça va retomber dans celle de l'Ontario pour créer un grand partage d'informations.»

L'objectif est de travailler ensemble et de s'entraider lorsque les médecins parlent de leurs intérêts, leurs besoins et leurs préférences.

Maintenant que la province a élargi les critères d'entrée en province aux diplômés de médecine de l'Australie, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et des États-Unis, les possibilités se multiplient et Mélanie voyage de plus en plus à l'extérieur du pays. «Je parlais avec un médecin de l'Angleterre justement et là-bas, la façon que le cabinet de médecins est installé, ils suivent un guide qui leur dicte le nombre de patients à avoir, le nombre qui doit être consulté dans une journée, etc. Ils veulent avoir plus de flexibilité. Il était surpris de voir qu'ici il serait responsable des décisions par rapport à sa pratique», raconte Mme Goulet.

L'Alliance Recrutement Médicale Hearst a souligné dans son communiqué d'autres initiatives récentes à l'attention de la population, notamment l'augmentation de deux à trois du nombre d'étudiants en médecine de 3e année à Hearst pour 2024-2025. Ils ont reçu une demande de stage et une demande de résidence de deux étudiants de l'Université de Toronto. Ensuite, il y a l'intégration des médecins à l'intérieur d'un seul et même endroit au Centre médical de Hearst, dans les anciens locaux de l'Équipe de santé familiale.

J' fais ma part

ici

**Caisse Alliance**  
cassealliance.com

## Part sociale+

Un produit qui t'offre la possibilité d'investir davantage dans ta part sociale à un taux de rendement très compétitif! En retour, nous investissons dans nos communautés et soutenons la croissance des activités de nos membres, une situation gagnant-gagnant!

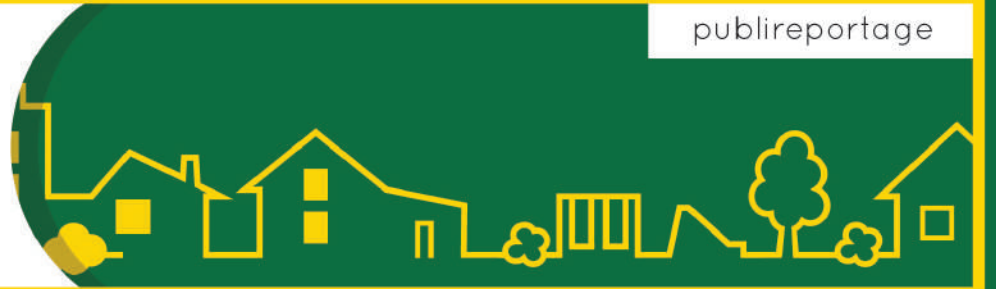
Demande à ton conseiller comment tirer avantage de cette offre!

**L'adoption de ce produit te donne droit à une chance de remporter 10 000 \$ dans le cadre du concours 10 000 \$ LÀ OÙ ÇA COMPTE!**

**Tu as tout à gagner à t'investir ici!**

Le taux du dividende n'est pas garanti et est déterminé par le conseil d'administration chaque année. Un maximum de 100 parts sociales (total de 1 000 \$) peut être détenu par membre. Un minimum de 25 parts sociales (total de 250 \$) doit être détenu afin d'être admissible aux dividendes.

# vie communautaire VALLÉE EST



## VALLÉE EST

### Camps d'évaluation au basketball

La Ligue de basketball mineur de Vallée Est (VEMBL) et le Five de Sudbury présenteront des camps d'évaluation pour différents groupes d'âge de joueurs dans la communauté en préparation pour la saison 2024-2025. Les sessions se dérouleront au gymnase de l'École secondaire Hanmer le lundi 7 octobre à 18 h 15 pour les enfants de 8 ans et moins, et à 19 h pour les jeunes de 10 ans et moins. Le mardi 8, mercredi 9 et jeudi 10 octobre à 18 h 30, les essais pour les circuits de 12 ans, 14 ans et 18 ans et moins se tiendront au même endroit. Pour d'autres renseignements, consultez le [www.vembl.ca](http://www.vembl.ca). La VEMBL est membre de l'Association de basketball de l'Ontario (OBA), un organisme provincial qui coordonne le développement du sport partout dans la province. (É.B.)



École secondaire Hanmer. Photo : Site internet de l'École secondaire Hanmer



Affiche de la succursale 336 de la Légion royale canadienne.



Cénotaphe de Falconbridge-Garson. Photos : Succursale 336 de la Légion royale canadienne

## FALCONBRIDGE ET GARSON

### Une ligue de jeu de poche au profit du cénotaphe

La succursale 336 de la Légion royale canadienne de Falconbridge-Garson organise des soirées de jeu de poche. L'organisme présentera des sessions pour des joueuses et joueurs de tous les niveaux (10 ans et plus) les jeudis à 18 h 30. Il y aura également des prix à rem-

porter. Le coût de participation est de 10 \$ par semaine. La moitié des recettes générées sera versée au fonds du cénotaphe de la collectivité. Pour s'inscrire, communiquez avec la légion au 705-693-2114 ou par courriel : [rcibr336@gmail.com](mailto:rcibr336@gmail.com). (É.B.)



*La crémation,  
oui, nous la faisons!*



**FDCOOPFH.CA | 705-566-2100**